

Burundi : les présidents tanzanien et ougandais critiquent la décision de la CPI

@rib News, 11/11/2017 – Source AFP Les présidents tanzanien John Magufuli (photo, à g) et ougandais Yoweri Museveni (photo, à d) ont vivement critiqué la décision des juges de la Cour pénale internationale (CPI) autorisant l'ouverture d'une enquête sur des crimes contre l'humanité présumés au Burundi, apprend-on samedi de source officielle tanzanienne.

"Le président Magufuli a déclaré que cette décision compromet les efforts déployés par la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), qui a mis en place un comité chargé d'aider à la résolution du conflit burundais, sous la direction du président Yoweri Museveni et de l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa", indique samedi un communiqué de la présidence tanzanienne, au terme d'une rencontre dans l'ouest de l'Ouganda entre les deux chefs d'Etat. Museveni, désigné par ses pairs comme facilitateur des difficiles négociations entre les parties burundaises, est actuellement président en exercice de l'EAC, regroupant la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud. Selon le président tanzanien, "la situation au Burundi n'est pas aussi mauvaise qu'elle a été décrite (par la CPI) car des nombreux réfugiés burundais en Tanzanie sont déjà rentrés chez eux tandis que d'autres continuent de rentrer". Toujours selon ce texte, le président Museveni a également condamné "la décision de la CPI qui se mêle des affaires de la Communauté d'Afrique de l'Est sans associer ses dirigeants, ce qui compromet les efforts visant à restaurer la paix au Burundi". Dans une décision rendue le 25 octobre, la CPI "a autorisé le procureur (...) à ouvrir une enquête sur des crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis au Burundi ou par des ressortissants burundais à l'extérieur de leur pays depuis le 26 avril 2015 et jusqu'au 26 octobre 2017". L'autorisation concerne "notamment: le meurtre et la tentative de meurtre, l'emprisonnement ou la privation grave de liberté, la torture, le viol, la disparition forcée et la persécution". Ce pays de la région des Grands Lacs est plongé dans une grave crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en 2015 sa candidature à un troisième mandat, obtenu après une élection boycottée par l'opposition. Les violences qui ont accompagné cette crise auraient engendré au moins 1.200 morts, la détention illégale de milliers de personnes et la torture de milliers d'autres, des centaines de disparitions ainsi que le déplacement de plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour basée à La Haye.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});